

Eléments du contrat de travail

justifiant une demande de carte de séjour Passeport Talent « salarié qualifié /entreprise innovante » « exercice d'une activité salariée »
(Art. L.313-20 -1° du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile -CESEDA-)

IMPORTANT : Article L.8256-1 du code du travail : le fait de se rendre coupable de fraude ou fausse déclaration pour obtenir, faire obtenir ou tenter de faire obtenir à un étranger le titre mentionné à l'article L.8251-1 est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3000 €.

Salarié

Nom (s) de famille : _____ Nom (s) de naissance : _____
Prénom (s) : _____ Sexe M F Nationalité : _____
Né (e) le : *jj/mm/aaaa* à _____ Pays : _____

Passeport : *Numéro* _____ délivré le : *jj/mm/aaaa* expirant le : *jj/mm/aaaa* par :

document de séjour : *liste des titres de séjour* _____ n° *0000000000*

Salarié qualifié

diplôme * : _____
délivré le : *jj/mm/aaaa* par _____
* Diplôme au moins équivalent au master ou un diplôme de niveau I, labellisé par la Conférence des grandes écoles (art [D-341-46-1](#) du CESEDA)

Eléments du contrat de travail

Emploi occupé : _____ qualification * : _____
Temps complet temps partiel : *0000* heures et *00* centièmes / annuel mensuel

Contrat à durée indéterminée : début prévisible le : *jj/mm/aaaa*

Contrat à durée déterminée : début prévisible le : *jj/mm/aaaa* durée prévue : *jj/mm/aa*

Salaire brut hors avantage en nature : *0000000,00* € /annuel mensuel

Avantages ; Logement : *0000,00* € / mois ; Autres : *0000,00* € / mois / nature :

*Selon la convention collective applicable n° IDCC : *00000* intitulé :

Activité réglementée : *Intitulé* _____ Formalité : _____
auprès de : _____ le : *jj/mm/aaaa* N° : _____

* **Emploi bénéficiant de l'exonération des cotisations sociales par décision du** : *jj/mm/aaaa* par :

Employeur

* **jeune entreprise innovantes (JEI)** _____ **article 44 sexies-0 A Code général des impôts.*

N°SIRET de l'établissement : *000000000 00000* Activité (NAF) : *00.00A*

Dénomination ou raison sociale :

Adresse :

Code postal : *00000* Commune :

Activité réglementée : *Intitulé* _____ Formalité : _____
auprès de : _____ le : *jj/mm/aaaa* N° : _____

IMPORTANT : L'employeur signataire est informé qu'il doit s'acquitter de la taxe employeur (Art. L.311- 15 et D.331- 18-3 du CESEDA) après délivrance du titre du séjour au salarié selon les modalités décrites au verso de ce formulaire. L'administration pourra lui demander de justifier du respect de cette obligation.

Nom _____ Prénom _____
Qualité _____ reconnais être informé du montant de la taxe employeur à acquitter,
Fait à _____ le *jj/mm/aaaa* Signature et cachet _____

Éléments du contrat de travail

justifiant une demande de carte de séjour Passeport Talent « salarié qualifié /entreprise innovante » « exercice d'une activité salariée »
(Art. L.313-20 –1° du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile –CESEDA-)

ACQUITTEMENT DE LA TAXE EMPLOYEUR

Etablissement ou service de gestion de la taxe employeur

Elle est due après délivrance du titre du séjour (Art. [L.311-15](#) et [D.331-18-2](#) du CESEDA). la taxe employeur est perçue par l'Office Français d'Immigration et d'Intégration (OFII) jusqu'au 31 décembre 2016.

Etablissement ou service : *Dénomination* Siret : *00000000000000*
Contact : *NOM prénom* Fonction :
téléphone : *00 00 00 00 00* Courriel :
Adresse :
Complément :
Code postal : *00000* Commune :

Ce formulaire doit être joint à la demande de visa ou de titre de séjour présentée par le ressortissant étranger avec les pièces ou documents justificatifs prévus par le titre II de l'arrêté du 28/10/2016)

<http://www.legifrance.gouv.fr>

- Selon le statut de l'employeur, un extrait à jour Kbis, K ou carte d'artisan,
- Attestation de versement des cotisations et contributions sociales et, le cas, échéant, à la caisse de congés payés,
- Documents justifiant de la qualification du salarié pour occuper le poste sollicité (diplômes, curriculum vitae, certificats de travail),
- Le cas échéant, justification de la qualification d'entreprise innovante et de l'exonération des cotisations sociales pour l'emploi concerné,
- Le cas échéant, justification de l'exercice de l'activité soumise à des conditions réglementaires spécifiques,
- Le cas échéant, le mandat autorisant, une personne morale ou privée établie en France à accomplir les démarches administratives en son nom et pour son compte.